

ANALYSE

## **Congrès de Versailles : Macron théorise un social très libéral**

Par ALAIN AUFFRAY

---

*Pas d'annonce mais une heure trente à la tribune pour justifier son action : lundi, le chef de l'État s'est surtout voulu pédagogique et a tenté de désamorcer les procès en arrogance, dénonçant les «inégalités de destins» et assurant construire «l'État-providence du XXIe siècle».*

---

Sous les voûtes de l'aile du Midi du château de Versailles, Emmanuel Macron s'est avancé, encadré par les gardes républicains sabre au clair, jusqu'à l'hémicycle où l'attendaient, debout, quelque 900 parlementaires. Ce long couloir, il l'avait déjà parcouru le 4 juillet 2017, pour son premier discours devant le Congrès. Il avait alors progressé d'un pas exagérément lent, comme pour souligner la solennité de cette cérémonie. Un an plus tard, la démarche était un peu moins théâtrale, comme si le chef de l'État avait à cœur de ne pas en rajouter dans ce style monarchique qui lui vaut de très vives critiques et commence même, à en croire les sondages, à déplaire à une large majorité de Français.

Dès le début de son long discours (une heure et trente minutes), Macron a d'ailleurs pris soin de parler de «l'humilité» qui l'anime. «Le président de la République ne peut pas tout, le président de la République ne réussit pas tout. Je le sais», a-t-il proclamé, jurant dans une anaphore introductive qu'il n'oubliait rien «des peurs et des colères accumulées» qui ont rendu possible son élection face à Marine Le Pen. Il sait notamment qu'un an de gouvernement n'aura pas suffi à faire disparaître «la peur du déclassement pour soi-même et pour ses enfants» ni l'écart qui se creuse entre ceux d'en bas qui peinent à boucler leurs fins de mois et «les soi-disant puissants» qui ne changent rien à leur sort.

En toute «humilité», donc, Macron a tenu à répondre à ceux qui ont refusé de siéger à Versailles (les députés de La France insoumise ainsi qu'une poignée d'élus LR) au motif qu'il ne leur serait pas permis de répondre au monarque. Il demandera au gouvernement d'amender la réforme constitutionnelle afin que le chef de l'État ait désormais la possibilité d'écouter ce qu'ont à leur dire les élus et même de leur répondre, le cas échéant.

### **Accents indignés**

Devant le Congrès, le chef de l'État se propose de «fixer le cap» pour l'année à venir tout en expliquant la cohérence des réformes entreprises depuis le début du quinquennat. L'année écoulée a été, selon lui, «celle des engagements tenus» pour un seul objectif : «Être plus forts pour pouvoir être plus justes.» On ne saurait donc distinguer «l'action économique» d'un côté et «l'action sociale» de l'autre, a-t-il martelé à l'attention de ceux qui, jusque dans les rangs de LREM, ont appelé ces dernières semaines à un rééquilibrage de sa politique. A ces impatients, il fait observer qu'il faut «du temps, et parfois un long temps, pour que la transformation initiée s'imprime dans la réalité du pays». Se disant «parfaitement conscient» de ce «décalage entre l'ampleur des réformes engagées et le résultat ressenti», Macron s'est donc efforcé de démontrer, devant un auditoire majoritairement acquis à sa cause, que son gouvernement était engagé dans la construction de «l'État-providence du XXIe siècle».

Il s'est longuement attardé sur ce qu'il nomme «politique de l'émancipation» qui viserait à libérer du «déterminisme» une jeunesse sacrifiée. Avec des accents indignés et quasi-révolutionnaires, il a dénoncé les «inégalités de destins» qui ne cessent de se creuser depuis trente ans. Il leur oppose un modèle où «le talent, l'effort et le mérite» ont plus de poids que la naissance. L'occasion de livrer cette définition d'une politique sociale macronienne : «Je veux une stratégie de lutte contre la pauvreté qui ne permette pas à nos concitoyens pauvres de vivre mieux, mais bien de sortir de la pauvreté une bonne fois pour toutes.»

Il a, à cette occasion, confirmé la présentation en septembre de son plan pauvreté, qui devait être révélé la semaine dernière. En attendant le chef de l'État n'a pas renoncé à s'attaquer, comme promis dans sa campagne, à la baisse de la dépense publique. Le Premier ministre «présentera dans les prochaines semaines les nouvelles décisions permettant de tenir les engagements de baisse de nos dépenses». Il a promis, en la matière, «des choix forts et courageux». Qui par définition conditionneront pour partie l'ambition financière du plan pauvreté.

### **Pas en un jour**

Comme tous ses soutiens, le chef de l'État a mis en avant ses réformes en matière d'éducation et de formation. Ce serait le «combat de notre siècle», celui qui doit libérer du «déterminisme social». Macron insiste surtout sur l'abaissement à 3 ans de l'âge de la scolarité obligatoire et sur le dédoublement des classes de CP dans les écoles relevant de l'éducation prioritaire, c'est-à-dire dans des quartiers où des enfants tardivement scolarisés ne rattrapent jamais leur retard. Systématiquement vantées comme les mères de toutes les réformes par les élus de la majorité, ces politiques éducatives sont de celles qui ne produiront leurs effets que tardivement. Au plus tôt dans plus d'une douzaine d'années, quand les enfants concernés seront au lycée. Bien conscient qu'il ne lui sera pas donné de se prévaloir, sur ce point, d'éventuels résultats, Emmanuel Macron s'en est pris aux «adeptes de l'immédiat» qui ne veulent pas reconnaître que le gouvernement agit «pour la jeunesse», pour qu'elle grandisse dans «un patriotisme revivifié» ce qui, a-t-il bien voulu reconnaître, ne se fait pas en un jour.

### **Tractations houleuses**

A dix mois d'un renouvellement du Parlement de Strasbourg, Macron a tenu à conclure son discours par une défense et illustration de sa politique européenne. «La frontière véritable qui traverse l'Europe est celle aujourd'hui qui sépare les progressistes des nationalistes. Nous en avons pour au moins une décennie. Ce sera difficile mais le combat est clairement posé», a-t-il déclaré après avoir évoqué la question migratoire, objet de négociations et de tractations houleuses entre les 28 lors du sommet de l'UE du 29 juin.

En grande difficulté dans les enquêtes d'opinion, Macron s'est clairement engagé dans la bataille électorale de l'an prochain. Il souhaite installer le clivage entre progressistes et nationalistes au «cœur des enjeux» de ce scrutin. La formule est effectivement prometteuse électoralement. Mais les dirigeants des partis de «l'ancien monde» - PS et LR - ne sont pas disposés à laisser le champ libre au chef de l'État. Revenant sur le «projet français pour l'UE» qu'il avait présenté l'an dernier à la Sorbonne, il a vanté «les avancées réelles» (accord franco-allemand sur la politique de défense ou sur le budget de la zone euro) des dernières années. Il se fait fort, malgré les succès des populistes et des nationalistes, de faire avancer une Europe «plus souveraine, plus unie, plus démocratique». Comment? Paradoxalement grâce aux crises traversées ces derniers mois. Car «au cœur de toute menace naît une grande opportunité».